



COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL

PROCÈS DU MEURTRE DE FEDERICO MARTIN ARAMBURU

Lundi 7 septembre 2026 s'ouvrait devant la cour d'Assises de Paris le procès de Loïk LE PRIOL et Romain BOUVIER, accusés d'avoir assassiné Federico MARTIN ARAMBURU, ancien international argentin de rugby.

D'une altercation à une traque mortelle

Le 19 mars 2022, Federico séjourne à Paris avec son ami Shaun HEGARTY, lui aussi ancien rugbyman. À la terrasse d'un bar, les deux anciens rugbymen croisent Loïk LE PRIOL et Romain BOUVIER, deux militants d'ultra droite issus du GUD. L'accent argentin de Federico est rapidement relevé et les échanges prennent une tournure raciste : « Je suis d'ici, moi, je suis français de France », lance notamment l'un des deux identitaires. Le ton monte, les provocations s'enchaînent et une bagarre finit par éclater.

Les deux rugbymen quittent les lieux. L'histoire aurait pu s'arrêter là. Mais Loïk LE PRIOL et Romain BOUVIER partent à leur recherche. Commence alors une véritable traque. Romain BOUVIER retrouve Federico et ouvre le feu à quatre reprises. Quelques dizaines de secondes plus tard, Loïk LE PRIOL arrive et tire six fois. Federico MARTIN ARAMBURU s'effondre. Il avait 42 ans.

Des militants proches du RN et déjà connus pour leur violence

Derrière ce meurtre à caractère raciste se trouvent deux hommes bien connus de la mouvance d'ultra droite. Tous deux sont issus du tristement célèbre Groupe Union Défense (GUD), où militantisme politique et violence se côtoient depuis des décennies. Loïk LE PRIOL évolue également dans un environnement où se croisent différentes composantes de l'extrême droite, des milieux identitaires à des personnalités passées par le Front national.

Surtout, les deux hommes avaient déjà participé ensemble à une expédition punitive contre Édouard KLEIN, ancien dirigeant du GUD. En 2015, ils l'avaient frappé à son domicile, menacé avec un couteau, contraint à se déshabiller et humilié devant une caméra. Ils ont depuis été condamnés à des peines de prison ferme pour ces faits.

Ce rapport à la violence apparaît jusque dans les propos attribués à Loïk Le Priol après la mort de Federico. Selon le rapport d'un surveillant pénitentiaire, celui-ci l'aurait entendu déclarer au téléphone depuis sa cellule : « *Ce que j'ai préféré, ce sont les quatre derniers bastos que je lui ai mises dans le buffet.* »

La violence d'extrême droite n'est pas un fait divers

Cette affaire doit nous rappeler une réalité : la violence et l'extrême droite sont les deux faces d'une même pièce. Elle révèle aussi le poids des mesures qui accompagnent trop souvent le traitement politique de ces violences.

En février dernier, la mort de Quentin DERANQUE lors d'une agression de militants d'extrême droite contre des antifascistes à Lyon provoquait une réaction politique immédiate. L'affaire remontait au sommet de l'État et une minute de silence était observée à l'Assemblée nationale.

Lorsque Federico MARTIN ARAMBURU a été abattu en pleine rue par deux militants issus de l'ultra droite, aucune réponse institutionnelle comparable. Près de 300 personnalités du rugby avaient alors dû prendre publiquement la parole pour refuser que son meurtre soit réduit à un simple fait divers.

Et Federico est loin d'être un cas isolé. Depuis mars 2022, au moins sept personnes ont été tuées en France dans des affaires où la justice a retenu, à un stade de la procédure, une motivation raciste, xénophobe ou religieuse : Emine KARA, Mir PERWER et Abdurrahman KIZIL, assassinés à Paris en 2022 ; Angela ROSTAS en 2024 ; Aboubakar CISSE et Hichem MIRAOUI en 2025 ; Ismaël AALI en 2026.

Combien de ces noms ont provoqué une minute de silence à l'Assemblée nationale ? Combien ont suscité l'indignation au sommet de l'État ?

La CGT refuse que l'émotion et la condamnation deviennent à géométrie variable selon l'identité politique des auteurs et des victimes. Pour le mouvement syndical, combattre les idées et la violence d'extrême droite fait pleinement partie de notre combat. Là où le syndicalisme construit des solidarités et défend les intérêts des travailleurs, l'extrême droite divise et tue.

Le procès de Federico nous le rappelle aujourd'hui avec force. Depuis son ouverture, des militants et relais de l'extrême droite tentent déjà d'inverser le récit, présentant Federico comme l'agresseur et les accusés comme des victimes contraintes de se défendre. Le procès doit se poursuivre jusqu'au 25 septembre.

À la justice désormais d'établir les responsabilités de chacun.

À nous de ne jamais banaliser ce que cette affaire raconte politiquement.

Face au racisme, à l'extrême droite et à ses violences, aucune complaisance.

Montreuil, le 9 septembre 2026